

Art. 6. Si l'acheteur ne paie pas le montant de la cotisation obligatoire, une première sommation sera envoyée au moins soixante jours après la date mentionnée sur la déclaration de cotisation, le montant mentionné sur la déclaration de cotisation étant alors majoré de 50 euros.

Art. 7. Si l'acheteur ne paie pas le montant majoré de la cotisation obligatoire après la première sommation, une deuxième sommation sera envoyée au moins nonante jours après la date mentionnée sur la déclaration de cotisation, le montant mentionné sur la déclaration de cotisation initiale étant alors majoré de 20 %, avec un minimum de 50 euros.

Art. 8. Les dispositions du présent arrêté sont d'application à partir de la perception des cotisations obligatoires pour 2023.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} avril 2023.

Art. 10. Le ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 mars 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Agriculture,
D. CLARINVAL

Art. 6. Indien de koper het bedrag van de verplichte bijdrage niet betaalt, wordt minstens zestig dagen na de datum vermeld op het aanslagbiljet een eerste aanmaning verstuurd, waarbij het op het aanslagbiljet vermelde bedrag verhoogd wordt met 50 euro.

Art. 7. Indien de koper het verhoogde bedrag van de verplichte bijdrage na de eerste aanmaning niet betaalt, wordt minstens negentig dagen na de datum vermeld op het aanslagbiljet een tweede aanmaning verstuurd, waarbij het op het initiële aanslagbiljet vermelde bedrag verhoogd wordt met 20 %, met een minimum van 50 euro.

Art. 8. De bepalingen van dit besluit zijn van toepassing met ingang van de inning van de verplichte bijdragen voor 2023.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking op 1 april 2023.

Art. 10. De minister bevoegd voor Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 maart 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Landbouw,
D. CLARINVAL

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT

[C - 2023/40820]

14 MARS 2023. — Arrêté royal relatif aux cotisations obligatoires au Fonds budgétaire pour la santé et la qualité des animaux et des produits animaux, fixées pour le secteur bovins

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 23 mars 1998 relative à la création d'un Fonds budgétaire pour la santé et la qualité des animaux et des produits animaux, les articles 5, 1^{er}, et 6, § 1^{er} ;

Vu l'avis du Conseil du Fonds budgétaire pour la santé et la qualité des animaux et des produits animaux, donné le 23 juin 2022 ;

Vu la concertation entre les gouvernements régionaux et le gouvernement fédéral du 6 octobre 2022;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 10 novembre 2022;

Vu l'accord de la Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 9 janvier 2023;

Vu l'avis 72.941/3 du Conseil d'Etat, donné le 21 février 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1^o "bovin" : animal de l'espèce bovine y compris les espèces *Bubalus bubalis* et *Bison bison* détenues comme animaux utilitaires, dans la mesure où elles sont élevées dans un troupeau;

2^o "le responsable": le propriétaire ou le détenteur qui exerce une gestion et une surveillance habituelles et directes sur les bovins;

3^o "troupeau": l'ensemble des bovins détenus dans une exploitation;

4^o "entité géographique": toute construction ou complexe de constructions, y compris les terrains annexes, formant une entité au point de vue épidémiologique partageant le même statut sanitaire, où sont détenus des bovins ou qui y sont destinés;

5^o "Fonds Sanitaire": le Fonds budgétaire pour la santé et la qualité des animaux et des produits animaux ;

6^o "AFSCA": l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire ;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN
EN LEEFMILIEU

[C - 2023/40820]

14 MAART 2023. — Koninklijk besluit betreffende de verplichte bijdragen aan het Begrotingsfonds voor de gezondheid en de kwaliteit van de dieren en de dierlijke producten, vastgesteld voor de sector runderen

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 23 maart 1998 betreffende de oprichting van een Begrotingsfonds voor de gezondheid en de kwaliteit van de dieren en de dierlijke producten, de artikelen 5, 1^o, en 6, § 1;

Gelet op het advies van de Raad van het Begrotingsfonds voor de gezondheid en de kwaliteit van de dieren en de dierlijke producten, gegeven op 23 juni 2022;

Gelet op het overleg tussen de gewestregeringen en de federale overheid van 6 oktober 2022;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 10 november 2022;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, d.d. 9 januari 2023;

Gelet op advies 72.941/3 van de Raad van State, gegeven op 21 februari 2023, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1^o "rund": dier behorende tot de soort der runderachtigen, daaronder begrepen de soorten *Bubalus bubalis* en *Bison bison*, die als nutsdieren gehouden worden, in die mate dat zij in een veebeslag opgefokt worden;

2^o "de verantwoordelijke": de eigenaar of de houder, die gewoonlijk over de runderen een onmiddellijk beheer en toezicht uitoefent;

3^o "beslag": het geheel van runderen dat gehouden wordt in een bedrijf;

4^o "geografische entiteit": elk gebouw of complex van gebouwen, met inbegrip van de erbij horende terreinen, die op epidemiologisch gebied een geheel vormen met dezelfde gezondheidsstatus, waar runderen worden gehouden of die daartoe bestemd zijn;

5^o "Sanitair Fonds": het Begrotingsfonds voor de gezondheid en de kwaliteit van de dieren en de dierlijke producten;

6^o "FAVV": het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen;

7° “Sanitel”: système automatisé de l’AFSCA de traitement des données concernant l’identification et l’enregistrement des animaux;

8° “déclaration de cotisation”: document au moyen duquel le contribuable est averti du montant, dont il est redevable, fixé dans le cadre du présent arrêté ;

9° “exploitation de veaux d’engraissement”: entité géographique où sont détenus des veaux pour la production de viande ;

10° “période de référence”: période de douze mois qui s’étend du 1^{er} septembre au 31 août de l’année suivante.

Art. 2. § 1^{er}. Le responsable d’un troupeau dans le secteur bovins doit payer par période de référence les cotisations obligatoires suivantes au Fonds Sanitaire:

1° 30 euros par troupeau ;

2° 134,34 euros par exploitation de veaux d’engraissement;

3° 0,27 euros par bovin né pendant la période de référence dans un troupeau ;

4° 2,56 euros par bovin âgé de plus d’un an détenu pendant toute la période de référence dans un seul troupeau ;

5° 0,27 euros par bovin ajouté au troupeau pendant la période de référence et âgé de moins d’un an à la date de l’ajout et y étant encore détenu ou pas ;

6° 4,90 euros par bovin ajouté au troupeau pendant la période de référence et âgé d’un an ou plus à la date de l’ajout et y étant encore détenu ou pas.

§ 2. Le redevable est dispensé du paiement des cotisations obligatoires s’il présente avant la fin de la période de référence, une déclaration par écrit de cessation définitive d’activité ou, le cas échéant, s’il peut prouver que l’autorisation a été remise avant la date de la déclaration de cotisation par l’instance qui a délivré cette autorisation.

§ 3. Le redevable est dispensé du paiement des cotisations obligatoires pour la période de référence concernée:

1° en cas de mesures officielles dans le cadre de la lutte contre les maladies animales en application du chapitre III de la loi relative à la santé des animaux du 24 mars 1987, en raison desquelles la capacité ou la taille totale de l’entreprise devait être laissée inutilisée;

2° en cas de force majeure acceptée par le Fonds Sanitaire laissant toute la capacité ou la taille de l’entreprise inutilisée.

Art. 3. Les cotisations obligatoires sont calculées annuellement sur base des données enregistrées dans Sanitel. Si le responsable n’a pas enregistré les bovins appartenant à son troupeau, conformément aux dispositions de la législation en vigueur au moment du constat et que, de ce fait, celui-ci ne paie pas du tout ou pas assez de cotisations obligatoires, le montant réel de la cotisation obligatoire sera majoré de 20 %.

Art. 4. Les cotisations obligatoires sont payées au Fonds Sanitaire dans les trente jours qui suivent la date mentionnée sur la déclaration de cotisation.

Art. 5. Si le responsable conteste le montant de la cotisation obligatoire, une réclamation doit être adressée au Fonds Sanitaire dans les trente jours qui suivent la date mentionnée sur la déclaration de cotisation. Les modalités spécifiques pour l’introduction d’une réclamation sont communiquées sur la déclaration de cotisation.

Art. 6. Si le responsable ne paie pas le montant de la cotisation obligatoire, une première sommation sera envoyée au moins soixante jours après la date mentionnée sur la déclaration de cotisation, le montant mentionné sur la déclaration de cotisation étant alors majoré de 50 euros.

Art. 7. Si le responsable ne paie pas le montant majoré de la cotisation obligatoire après la première sommation, une deuxième sommation sera envoyée au moins nonante jours après la date mentionnée sur la déclaration de cotisation, le montant mentionné sur la déclaration de cotisation initiale étant alors majoré de 20 %, avec un minimum de 50 euros.

Art. 8. Les dispositions du présent arrêté sont d’application à partir de la perception des cotisations obligatoires pour 2023.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} avril 2023.

7° “Sanitel”: geautomatiseerd systeem van het FAVV voor gegevensverwerking in verband met de identificatie en registratie van dieren;

8° “aanslagbiljet”: het document waarmee de bijdrageplichtige in kennis gesteld wordt van het door hem te betalen bedrag, vastgesteld in het kader van dit besluit;

9° “vleeskalverhouderij”: geografische entiteit waar kalveren worden gehouden voor de vleesproductie;

10° “referentieperiode”: periode van twaalf maanden die loopt van 1 september tot en met 31 augustus van het volgende jaar.

Art. 2. § 1. De verantwoordelijke van een beslag in de sector runderen moet per referentieperiode de volgende verplichte bijdragen aan het Sanitair Fonds betalen:

1° 30 euro per beslag;

2° 134,34 euro per vleeskalverhouderij;

3° 0,27 euro per rund tijdens de referentieperiode geboren op een beslag;

4° 2,56 euro per rund ouder dan één jaar dat gedurende de volledige duur van de referentieperiode gehouden werd in één enkel beslag;

5° 0,27 euro per rund dat toegevoegd werd aan het beslag tijdens de referentieperiode en op de datum van toevoeging jonger was dan één jaar en er al dan niet nog gehouden wordt;

6° 4,90 euro per rund dat toegevoegd werd aan het beslag tijdens de referentieperiode en op de datum van toevoeging gelijk aan of ouder dan één jaar was en er al dan niet nog gehouden wordt.

§ 2. De bijdrageplichtige wordt vrijgesteld van betaling van de verplichte bijdragen indien hij vóór het einde van de referentieperiode een schriftelijke verklaring van definitieve stopzetting indient of indien hij, desgevallend, kan aantonen dat de vergunning werd ingeleverd vóór de datum van het aanslagbiljet bij de instantie die deze vergunning afleverde.

§ 3. De bijdrageplichtige wordt voor de betreffende referentieperiode vrijgesteld van betaling van de verplichte bijdragen:

1° in geval van officiële maatregelen in het kader van de strijd tegen dierenziekten in toepassing van hoofdstuk III van de dierengezondheidswet van 24 maart 1987, waardoor de volledige capaciteit of bedrijfsgrootte van het bedrijf onbenut moest blijven;

2° in geval van door het Sanitair Fonds aanvaarde overmacht waardoor de volledige capaciteit of bedrijfsgrootte van het bedrijf onbenut bleef.

Art. 3. De verplichte bijdragen worden jaarlijks berekend op basis van de geregistreerde gegevens in Sanitel. Indien de verantwoordelijke de runderen, die behoren tot zijn beslag, niet geregistreerd heeft volgens de op het ogenblik van de vaststelling geldende reglementering, en aldus geen of onvoldoende verplichte bijdragen betaalt, zal het werkelijk verschuldigde bedrag van de verplichte bijdrage verhoogd worden met 20 %.

Art. 4. De verplichte bijdragen worden betaald aan het Sanitair Fonds binnen de dertig dagen die volgen op de datum vermeld op het aanslagbiljet.

Art. 5. Indien de verantwoordelijke niet akkoord is met het bedrag van de verplichte bijdrage, dient een bezwaarschrift gericht aan het Sanitair Fonds te worden ingediend binnen de dertig dagen volgend op de datum vermeld op het aanslagbiljet. De bijzondere modaliteiten voor het indienen van een bezwaarschrift worden meegedeeld op het aanslagbiljet.

Art. 6. Indien de verantwoordelijke het bedrag van de verplichte bijdrage niet betaalt, wordt minstens zestig dagen na de datum vermeld op het aanslagbiljet een eerste aanmaning verstuurd, waarbij het op het aanslagbiljet vermelde bedrag verhoogd wordt met 50 euro.

Art. 7. Indien de verantwoordelijke het verhoogde bedrag van de verplichte bijdrage na de eerste aanmaning niet betaalt, wordt minstens negentig dagen na de datum vermeld op het aanslagbiljet een tweede aanmaning verstuurd, waarbij het op het initiële aanslagbiljet vermelde bedrag verhoogd wordt met 20 %, met een minimum van 50 euro.

Art. 8. De bepalingen van dit besluit zijn van toepassing met ingang van de inning van de verplichte bijdragen voor 2023.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking op 1 april 2023.

Art. 10. Le ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 mars 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Agriculture,
D. CLARINVAL

Art. 10. De minister bevoegd voor Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 maart 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Landbouw,
D. CLARINVAL

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT

[C - 2023/40821]

14 MARS 2023. — Arrêté royal relatif aux cotisations obligatoires au Fonds budgétaire pour la santé et la qualité des animaux et des produits animaux, fixées pour les entreprises détenant des ovins, caprins et cervidés

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 23 mars 1998 relative à la création d'un Fonds budgétaire pour la santé et la qualité des animaux et des produits animaux, les articles 5, 1^{er}, et 6, § 1^{er} ;

Vu l'avis du Conseil du Fonds budgétaire pour la santé et la qualité des animaux et des produits animaux, donné le 23 juin 2022 ;

Vu la concertation entre les gouvernements régionaux et le gouvernement fédéral du 6 octobre 2022;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 10 novembre 2022;

Vu l'accord de la Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 9 janvier 2023;

Vu l'avis 72.939/3 du Conseil d'Etat, donné le 21 février 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1^o "ovins et caprins": les animaux des espèces ovine et caprine;

2^o "cervidés": les animaux de la famille des cervidés pour autant qu'ils soient élevés dans un troupeau;

3^o "le responsable": le propriétaire ou le détenteur qui exerce une gestion et une surveillance habituelles et directes sur les ovins, les caprins et les cervidés;

4^o "troupeau": l'ensemble des ovins, caprins et cervidés détenus dans une entité géographique;

5^o "entité géographique": toute construction ou complexe de constructions, y compris les terrains annexes, formant une entité au point de vue épidémiologique partageant le même statut sanitaire, où sont détenus des ovins, des caprins et des cervidés ou qui y sont destinés;

6^o "recensement": recensement tel que visé à l'article 101 de l'arrêté royal du 20 mai 2022 relatif à l'identification et l'enregistrement de certains ongulés, des volailles, des lapins et de certains oiseaux;

7^o "Fonds Sanitaire": le Fonds budgétaire pour la santé et la qualité des animaux et des produits animaux ;

8^o "AFSCA": l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire ;

9^o "Sanitel": système automatisé de l'AFSCA de traitement des données concernant l'identification et l'enregistrement des animaux;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN
EN LEEFMILIEU

[C - 2023/40821]

14 MAART 2023. — Koninklijk besluit betreffende de verplichte bijdragen aan het Begrotingsfonds voor de gezondheid en de kwaliteit van de dieren en de dierlijke producten, vastgesteld voor bedrijven waar schapen, geiten en hertachtigen gehouden worden

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 23 maart 1998 betreffende de oprichting van een Begrotingsfonds voor de gezondheid en de kwaliteit van de dieren en de dierlijke producten, de artikelen 5, 1^o, en 6, § 1;

Gelet op het advies van de Raad van het Begrotingsfonds voor de gezondheid en de kwaliteit van de dieren en de dierlijke producten, gegeven op 23 juni 2022;

Gelet op het overleg tussen de gewestregeringen en de federale overheid van 6 oktober 2022;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 10 november 2022;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, d.d. 9 januari 2023;

Gelet op advies 72.939/3 van de Raad van State, gegeven op 21 februari 2023, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1^o "schapen en geiten": de dieren van de diersoorten schapen en geiten;

2^o "hertachtigen": de dieren van de familie hertachtigen voor zover ze gefokt zijn in een beslag;

3^o "de verantwoordelijke": de eigenaar of de houder, die gewoonlijk over de schapen, de geiten en de hertachtigen een onmiddellijk beheer en toezicht uitoefent;

4^o "beslag": het geheel van schapen, geiten en hertachtigen dat gehouden wordt in een geografische entiteit;

5^o "geografische entiteit": elk gebouw of complex van gebouwen, met inbegrip van de erbij horende terreinen, die op epidemiologisch gebied een geheel vormen met dezelfde gezondheidsstatus, waar schapen, geiten en hertachtigen worden gehouden of die daartoe bestemd zijn;

6^o "telling": telling bedoeld in artikel 101 van het koninklijk besluit van 20 mei 2022 betreffende de identificatie en de registratie van bepaalde hoefdieren, pluimvee, konijnen en bepaalde vogels;

7^o "Sanitair Fonds": het Begrotingsfonds voor de gezondheid en de kwaliteit van de dieren en de dierlijke producten;

8^o "FAVV": het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen;

9^o "Sanitel": geautomatiseerd systeem van het FAVV voor gegevensverwerking in verband met de identificatie en registratie van dieren;